

3. Interpellations

- 3.1. de M. Michel Colson adressée à MM. Christos Doukeridis, ministre-président du Gouvernement, et Benoît Cerexhe, ministre en charge de la Fonction publique, concernant l'application du principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans les organismes publics de la Commission communautaire française

- 3.2. de Mme Anne-Charlotte d'Ursel adressée à MM. Christos Doukeridis, président du Gouvernement, ministre en charge de l'Enseignement, et Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la généralisation des cours d'éducation sexuelle et affective à Bruxelles

et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman adressée à Mme Evelyne Huytebroeck, ministre en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées, et à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la santé affective, sexuelle et reproductive des femmes

et interpellation jointe de Mme Isabelle Molenberg adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la concrétisation de la résolution parlementaire visant à généraliser les animations à la vie relationnelle, affective et sexuelle en milieu scolaire

et interpellation jointe de Mme Viviane Teitelbaum adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la note d'orientation commune Communauté française-Région wallonne-Cocof relative à la politique en matière de lutte contre les violences entre les partenaires

et interpellation jointe de Mme Fatoumata Sidibé adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant les mariages forcés

et interpellation jointe de Mme Fatoumata Sidibé adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant les mutilations génitales féminines

et interpellation jointe de Mme Céline Fremault adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant les grossesses des jeunes femmes en Région bruxelloise

et interpellation jointe de Mme Fatiha Saïdi adressée à Mme Evelyne Huytebroeck, ministre en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées, concernant la violence à l'égard des femmes en situation de handicap

et interpellation jointe de Mme Anne Herscovici adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la ligne d'écoute gratuite ouverte dans le cadre de la lutte contre les violences conjugales

et interpellation jointe de Mme Sfia Bouarfa adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant les violences faites aux femmes

et interpellation jointe de Mme Fatiha Saïdi adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la sensibilisation des publics aux problématiques des mutilations sexuelles et des mariages forcés

- 3.3. de M. Michel Colson adressée à MM. Charles Picqué, ministre en charge de la Cohésion sociale, et Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant les femmes et la pauvreté

et interpellation jointe de M. Jacques Morel adressée à MM. Benoît Cerexhe, ministre en charge de la Santé, et Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant le cumul d'inégalités sur la santé des femmes

- 3.4. de Mme Isabelle Molenberg adressée à M. Benoît Cerexhe, ministre en charge de la Santé, concernant la prévention du cancer du sein

et interpellation jointe de Mme Fatoumata Sidibé adressée à MM. Benoît Cerexhe, ministre en charge de la Santé, et Emir Kir, ministre en charge de l'Action sociale et de la Famille, concernant la santé de la reproduction et la virginité

3.5. de Mme Fatiha Saïdi adressée à M. Emir Kir, ministre en charge du Sport, concernant le sport au féminin

3.6. de Mme Danielle Caron adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de la Formation professionnelle, concernant la formation des femmes rentrantes

et interpellation jointe de Mme Olivia P'tito adressée à M. Emir Kir, ministre en charge de la Formation professionnelle, concernant les appels à projets de Bruxelles Formation concernant les formations d'aide à domicile à organiser dans le cadre des titres services, le refus absolu d'y intégrer des stages d'achèvement en entreprise et les conséquences sur la mise à l'emploi de nombreuses femmes peu qualifiées